



Strasbourg, le 17 novembre 2016

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°247-2016 du 17 novembre 2016

Séance du : 17 novembre 2016
Sous la présidence de : Alain Fontanel, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 4 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Dominique BANNWARTH, Azzedine BOUFRIOUA, Marilyn CLAUDOT, Olivier DELOIGNON, Alain FONTANEL, FORIN Florence, Camille GANGLOFF, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Serena MANGANAS, Annick NEFF, Ada REICHHART, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Gérard STARCK, Jan-Claire STEVENS, Jean VERNE, Aline ZYLBERAJCH.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Dominique BANNWARTH
Pierre LITZLER donne pouvoir à Sophie KOHLER
Eric SCHULTZ donne pouvoir à Annick NEFF
Catherine TRAUTMANN donne pouvoir à Camille GANGLOFF

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Fabienne KELLER, Pierre LITZLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Nicolas MATT, Henri METZGER, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Catherine TRAUTMANN.

9ème point de l'ordre du jour : modification de l'état des emplois de la HEAR : suppression et création d'emplois

Délibéré

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré et après avis du Comité technique (en ce qui concerne la suppression de poste) :

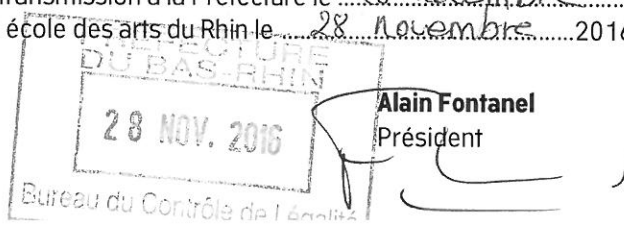
- décide les suppressions et création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Vote

Votants : 22
Pour : 22
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 28 novembre 2016
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 28 novembre 2016 à 17 heures.





Délibération du Conseil d'administration n°247-2016 - du 17 novembre 2016

Objet : Modification de l'état des emplois de la HEAR : suppression et création d'emplois

Exposé des motifs

Dans le cadre du développement de l'atelier bijou du site d'arts plastiques de Strasbourg et de la réorganisation de l'option design sur le site d'arts plastiques de Mulhouse, il apparaît nécessaire de procéder aux modifications de l'état des emplois de la HEAR comme suit :

1) Création d'un poste d'assistant d'enseignement artistique pour l'atelier bijou - site d'arts plastiques de Strasbourg

L'atelier bijou du site d'arts plastiques de Strasbourg est actuellement composé de 2 professeurs d'enseignement artistique à 50% et d'un moniteur effectuant quelques heures par semaine pour assister les étudiants dans leurs travaux, mettre à disposition le matériel précieux et veiller à l'entretien de l'atelier.

Compte tenu de l'évolution du nombre d'étudiants résidents et d'étudiants de passage dans l'atelier mais également de la diversification des projets et partenariats extérieurs développés en son sein, il apparaît désormais nécessaire de créer un poste d'assistant d'enseignement artistique à 100%, lequel aura notamment pour missions de :

- Contribuer à la gestion du fonctionnement de l'atelier bijou (équipement, matériel, approvisionnement, sécurité) ;
- Assurer les modules d'initiations aux bases techniques et participer à l'activité transversale de l'atelier, et notamment celles du travail du métal, pour tous les étudiants ;
- Assister individuellement et collectivement les étudiants résidents de l'atelier et accompagner les étudiants des options dans la réalisation de leurs projets.

Le Conseil d'administration est invité à émettre son avis quant à la création d'un poste d'assistant d'enseignement artistique pour l'atelier bijou à 100% à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le financement de ce poste nécessitera notamment la suppression des fonctions de moniteur au sein de l'atelier bijou et le gel du poste de professeur de l'atelier textile présent à l'état des emplois de la HEAR mais non occupé actuellement.

2) Suppression d'un poste de professeur d'enseignement artistique en volume-art-design – site d'arts plastiques de Mulhouse

Dans le cadre de la réorganisation de l'option design, de son regroupement sur le site d'arts plastiques de Mulhouse et de son développement, il n'apparaît plus utile, compte tenu des orientations pédagogiques définies par la direction, de conserver le poste de professeur d'enseignement artistique en volume-art-design vacant depuis le 1^{er} octobre 2016 (poste à 100%).

En revanche, la masse salariale dédiée à ce poste est utile au financement des postes d'assistant d'enseignement artistique en design à 100% et de professeur de théorie du design à 50% créés au 1^{er} octobre 2016.

Aussi, le Conseil d'administration, après double consultation du Comité technique, **est invité à émettre son avis quant à la suppression d'un poste de professeur d'enseignement artistique territorial en volume-art-design à 100% à compter du 1^{er} décembre 2016.**

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré et après avis du Comité technique (en ce qui concerne la suppression de poste) :

- décide les suppressions et création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 17 novembre 2016
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
nouvel emploi créé	Assistant d'enseignement artistique	Culturelle	B	Assistants territoriaux d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	TC (100%)	1	01/01/2017	Art. 3-1; 3-2 Loi n° 84-53	IM 333	IM 568
Emploi supprimé	Professeur d'enseignement artistique	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Professeur d'enseignement artistique hors classe	TC (100%)	1	01/12/2016			

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.